

Monsieur Manuel Valls  
Premier Ministre

Hôtel de Matignon  
57 rue de Varenne  
75007 PARIS

Paris, le 13 octobre 2014

**Objet : demande urgente de RDV**

Monsieur le Premier Ministre,

A quelques jours de la journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains, nos 60 associations vous écrivent à nouveau pour vous faire part de leur très vive inquiétude et de leur incompréhension quant à la non-inscription de la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel à l'ordre du jour du Sénat, tel que défini jusqu'au 30 octobre.

Le 5 décembre 2013, à l'issue d'un vote largement majoritaire et relativement transpartisan à l'Assemblée nationale, Alain Vidalies, précédent Secrétaire d'Etat pour les relations avec le Parlement, faisait part de l'engagement du Gouvernement à ce que le texte soit inscrit à l'ordre du jour du Sénat **« avant juin 2014 »**.

Le 14 mai 2014, votre Gouvernement dévoilait le premier plan d'action national contre la traite des êtres humains. Dès son introduction, le plan disposait que la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel était un *« vecteur pour renforcer la lutte contre toutes les formes de traite et protéger les victimes »* et qu'*« elle sera adoptée avant la fin de l'année 2014 »*.

**Alors que nous célébrerons ce samedi 18 octobre la journée européenne contre la traite des êtres humains**, nos associations tiennent à vous rappeler solennellement que de nombreuses dispositions de protection des victimes de la traite des êtres humains et du proxénétisme dépendent de l'adoption définitive de la proposition de loi. **Combien de mois faudra-t-il attendre encore pour que les 20 000 personnes prostituées et victimes de la traite des êtres humains puissent bénéficier des mesures de protection et d'accompagnement prévues dans la proposition de loi ?**

- Octroi d'un titre de séjour temporaire de protection pour les victimes étrangères n'étant pas en mesure de dénoncer leurs exploiters.
- Mise en place d'un parcours de sortie de la prostitution et d'accompagnement social coordonné au niveau départemental.
- Indemnisation des victimes du proxénétisme et de la traite des êtres humains.
- Abrogation du délit de racolage qui pèse injustement sur les victimes de proxénétisme et de la traite des êtres humains.

Ce dimanche 12 octobre, après une marche de 743 km et 39 jours, **Rosen Hicher, survivante de la prostitution a atteint Paris avec comme objectif de vous rencontrer afin que vous lui confirmiez une date d'inscription à l'ordre du jour du Sénat**. Tout au long de son parcours et jusqu'à son arrivée à Paris, Rosen a bénéficié d'un accueil très favorable et a largement contribué à faire évoluer les mentalités et le traitement médiatique de la question prostitutionnelle. De très nombreuses personnalités de tous bords politiques lui ont exprimé un soutien sans faille pour l'adoption de la proposition de loi.

Ce même dimanche 12 octobre, 200 maires et conseiller-e-s municipaux ont lancé un appel urgent à ce que la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel soit adoptée rapidement. Parmi ces signataires, figuraient les maires de Paris (PS), Nantes (PS), Strasbourg (PS) Mulhouse (UMP), Orléans (UMP), Vénissieux (PCF), Villeneuve Saint Georges (PCF), Malakoff (PCF). **Alors que la question de la prostitution et de la traite des êtres humains est souvent source de tensions au niveau municipal, pour la première fois dans**

**L'Histoire française, des maires de tous bords élèvent le niveau du débat et appellent à la mise en oeuvre d'une grande politique globale, progressiste, cohérente et durable.**

Dans ce contexte, et connaissant votre engagement de fond pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, contre l'exploitation des plus vulnérables et l'asservissement de la personne humaine, nous ne pouvons comprendre pourquoi la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel ne figure toujours pas à l'ordre du jour des travaux du Sénat tels que pré-définis jusque fin octobre.

Nous espérons très sincèrement que vous pourrez remédier à cette situation incompréhensible et nous permettre d'aborder beaucoup plus sereinement la préparation de la journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains.

Dans l'attente de la confirmation d'une date prochaine d'inscription à l'ordre du jour du Sénat, nous vous demandons à nouveau de bien vouloir recevoir une délégation de notre collectif d'associations.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande de rendez-vous et de la considération que vous accorderez à notre vive inquiétude, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos salutations distinguées.

**Les président-e-s des 60 associations suivantes :**

Amicale du Nid	Equipes d'Action Contre le Proxénétisme
Assemblée des Femmes	Espace Simone de Beauvoir
Association Contre la Prostitution des Enfants	Fédération nationale GAMS
Association européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail	Fédération Nationale Solidarité Femmes
Association Femmes libres	Femmes en résistance
Association française des Femmes des Carrières Juridiques	Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir
Centre de Recherches Internationales et de Formation sur l'Inceste et la Pédocriminalité	Femmes solidaires
Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles	FIT Une femme, un toit
Chiennes de garde	Fondation Scelles
CHOISIR la cause des femmes	L'Escale
Clara Magazine	La ligue du droit international des femmes
Coalition Against Trafficking in Women	Le Lobby Européen des Femmes
Collectif Alouette	Le monde à travers un regard
Collectif Féministe Contre le Viol	Les Effronté-E-s
Collectif fier-e-s et révolutionnaires du Parti communiste français	Les moutons noirs
Collectif lesbiennes féministes ba-ham	Les trois quarts du monde
Collectif National Droits des Femmes	Libres MarianneS
Comité Permanent de Liaison des associations abolitionnistes du proxénétisme	Maison des femmes de Paris
Commission genre et mondialisation d'ATTAC	Marche mondiale des femmes
Conseil National des Femmes Françaises	Mémoire traumatique et victimologie
Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception	Mouvement Jeunes femmes
Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes	Mouvement du Nid - France
Coordination Lesbienne en France	Mouvement national Le Cri
Elu/us Contre les Violences faites aux Femmes	Osez le féminisme !
Encore féministes !	Planning familial 75
Ensemble l'égalité c'est pas sorcier	Rajfire
	Regards de femmes
	Réseau féministe Ruptures
	Réussir l'égalité femmes-hommes
	SOS les mamans
	SOS sexisme
	Zero impunity
	Zéromacho
	Zonta clubs de France